

# Notes de lecture

En l'absence de coopération internationale, les gouvernements peuvent obtenir la baisse des taux d'intérêts à partir de deux stratégies opposées: la désinflation compétitive et la dévaluation compétitive. La désinflation a incité les entreprises à se moderniser en privilégiant surtout les investissements de productivité mais elle a tendance à déboucher sur la déflation, l'absence de croissance entraîne alors la tendance à la hausse du déficit budgétaire qui provoque des taux d'intérêts élevés, les gouvernements réduisent alors les dépenses publiques, ils sont pris au piège. La dévaluation compétitive n'est autre qu'une mesure protectionniste, seuls les Etats-Unis peuvent pratiquer cette politique sans trop de crainte, dollar obNige, leur déficit budgétaire est énorme mais il est financé par des capitaux étrangers.

Le jugement de J.M. Albertini sur le modèle américain est sévère: il est performant mais dangereux. Les emplois sont créés principalement dans le secteur à faible intensité de connaissance avec des salaires inférieurs en moyenne de 25% à l'autre secteur. *«Le modèle américain risque cependant tôt ou tard de buter sur des limites sociales et politiques. On ne peut sans risque laisser trop se dégrader les rémunérations et la protection des salariés engagés dans les services aux ménages. D'une part, on risque de rendre de plus en plus attrayants les revenus de substitution que procurent la délinquance et la drogue. D'autre part, le surcoût financier de l'assistance et de la sécurité augmente et compense les économies réalisées grâce à la diminution du chômage».*

D'autres voies existent pour exploiter de nouveaux gisements d'emplois. Il faut rendre solvable une demande de services nouveaux tout en structurant leur offre. Cela peut passer la création de «sociétés d'économie mixte d'initiative locale» qui unirait des municipalités et des associations et pourraient être les employeurs de personnel de service mis à la disposition des ménages par le biais de chèques-service.

Par ailleurs, il faut diminuer le coût du travail; en France cela passe une modification du financement de la Sécurité sociale qui est une nécessité urgente. On peut parvenir au résultat recherché en liant un abaissement des charges sociales à une diminu-

tion négociée de la durée du travail. On peut aussi accroître les charges pour les entreprises se refusant à agir ainsi.

Mais *«toute diminution du chômage de grande ampleur passe par une coopération internationale dans la lutte contre la spéculation. La monnaie unique européenne va dans ce sens, les critères de Maastricht qui tentent de nous y faire parvenir sans juguler la spéculation internationale, non».*

(J.D.)

## RÉPERTOIRE 1997-1998

«ASSOCIATIONS AU SERVICE DES CHÔMEURS»

### Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs

Edité par l'Association CCSC -  
29, rue de Belleville - 75009 Paris

Le répertoire 1997/1998 des associations au service des chômeurs est paru. On y trouve par classement régional, cinq catégories d'associations: - associations et maisons de chômeurs - accueil et aide aux demandeurs d'emploi - emplois temporaires, occasionnels, à temps partagé, ateliers d'insertion - aide à la création d'entreprises et d'artisanat - centres de recherche et de coordination et en annexe, un classement régional et départemental des adresses: des directions régionales et déléguées, des Espaces-Cadres et des Cercles de Recherche D'Emploi (CRDE) de l'ANPE (Agence Nationale pour l'Emploi); des CIBC (Centres Interinstitutionnels de Bilan de Compétences); des PAIO (Permanences d'Accueil, d'Information et d'Orientation); d'autres adresses utiles pour les demandeurs d'emploi: Mouvements, Organismes, Syndicats, autres Associations, etc.).

## LE CHÔMAGE ET LE CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Nabil Rifai

Editions l'Harmattan. 1996, 216 pages.

Dans une première partie, ce livre fort intéressant recense et analyse un échantillon assez large d'écrits sur le chômage